



AVIS A SOLLICITATION DES MANIFESTATIONS D'INTERET N°005/ASMI/MINEPAT/CTS/PFS/UGP/2022 DU 15 DECEMBRE 2022 POUR LE RECRUTEMENT DE QUATRE (04) OPERATEURS DE TERRAIN DANS LE CADRE DU CYCLE G3 DES TRANSFERTS MONETAIRES ORDINAIRES ET UN (01) OPERATEUR DE TERRAIN DANS LE CADRE DE LA PHASE G2 DES TRANSFERTS MONETAIRES D'URGENCE DU PROJET FILETS SOCIAUX

Financement : Appui Budgétaire du Gouvernement

I. CONTEXTE GENERAL

Le Gouvernement du Cameroun met en œuvre le Projet Filets Sociaux depuis 2013 avec l'appui technique et financier de la Banque mondiale et de l'Agence Française de Développement à travers quatre types de programmes à savoir : (i) un programme de transferts monétaires ordinaires (TMO) directs doté de mesures d'accompagnement visant à l'augmentation de la productivité des ménages, (ii) un programme de transferts monétaires d'urgence (TMU), (iii) un programme de transferts monétaires en échange de travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO) et (iv) un programme de transferts monétaires d'urgence pour la riposte contre le COVID-19 (TMU-COVID-19).

Le Gouvernement a d'abord expérimenté un programme de transferts monétaires ordinaires sur financement propre sur un échantillon de 2.000 ménages dans les communes de Soukoudé-Roua dans la région de l'Extrême-nord et de Ndop dans la région du Nord-ouest de novembre 2013 à janvier 2016.

Après cette phase d'expérimentation qui a eu de bons résultats, le Gouvernement a poursuivi, de 2015 à 2019, la mise en œuvre du Projet Filets Sociaux avec l'appui financier de la Banque mondiale au profit de 82.000 ménages bénéficiaires dans les régions de l'Extrême-nord, du Nord, de l'Adamaoua, de l'Est, du Nord-ouest et dans les villes de Yaoundé et de Douala.

Pour assurer la pérennisation des activités du Projet Filets Sociaux, le Gouvernement est en train d'étendre les programmes filets sociaux sur l'ensemble du territoire national dans le cadre de la mise en œuvre de sa Stratégie nationale de développement 2020-2030 (SND30).

Dans cette perspective, le Gouvernement met des ressources budgétaires conséquentes de manière progressive depuis 2019 pour la poursuite des activités du Projet Filets Sociaux.

Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest bénéficient chacune des 4 quatre programmes dont deux (les TMU et les TMU-COVID-19) se mettent actuellement en œuvre dans certaines communes de ces deux régions uniquement pour des raisons de sécurité (troubles sociopolitiques).

Afin de mettre en œuvre le Projet dans l'ensemble des communes de ces régions, le Projet vient d'organiser un atelier avec l'ensemble des forces vives de chacune de ces

régions pour discuter des stratégies de mise en œuvre des activités dans l'ensemble des communes bénéficiaires de chaque région dans un contexte d'insécurité.

Chaque atelier a permis de : (i) classer l'ensemble des communes bénéficiaires selon le niveau de sécurité, (ii) déterminer les conditions dans lesquelles les différents acteurs intervenant dans la mise en œuvre du Projet dans ces régions vont travailler et (ii) classer les villages bénéficiaires de chaque commune du plus pauvre au moins pauvre pour permettre le choix des villages bénéficiaires du Projet

A l'issue des travaux de l'atelier dans chaque région, les participants ont : (i) fortement apprécié le Projet et ont indiqué qu'il pourra apporter un apaisement dans la situation sécuritaire actuelle tel que le souhaitent tous les jours, les populations de ces régions, (ii) demandé que le Projet démarre ses activités dans les meilleurs délais possibles, dans l'ensemble des communes bénéficiaires de ces deux régions, quel que soit le niveau de sécurité et (iii) souhaité que le Gouvernement étende le Projet dans l'ensemble des communes de ces deux régions compte tenu du fait que toutes les communes dans ces deux régions sont actuellement fragilisées par la situation sécuritaire que vivent leurs populations.

Sur la base des résultats des travaux de ces ateliers, l'UGP est prête à lancer les activités du Projet dans l'ensemble des communes bénéficiaires de ces deux régions, quel que soit le niveau de sécurité.

Pour assurer une mise en œuvre efficiente des activités du Projet sur le terrain, le Gouvernement a l'intention d'utiliser une partie de ses fonds, pour effectuer les paiements au titre des contrats relatifs aux services de quatre (04) Opérateurs de terrain dans le cadre du cycle G3 des Transferts Monétaires Ordinaires (TMO) et (01) Opérateur de terrain dans le cadre de la phase G2 des Transferts Monétaires d'Urgence (TMU) du Projet Filets Sociaux.

II. ZONES D'INTERVENTION, MISSIONS ET PROFIL DE L'OPERATEUR DE TERRAIN

II-1 Zones d'intervention

Chaque Opérateur de terrain travaillera dans une commune bénéficiaire et sa zone d'intervention est constituée de l'ensemble des villages bénéficiaires de la commune.

Pour le Cycle G3 des Transferts Monétaires Ordinaires et la Phase G2 des Transferts Monétaires d'Urgence sur financement du Gouvernement dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les communes retenues sont les suivantes et les Opérateurs de terrain sont repartis de la manière suivante :

Tableau 1 : Répartition des Opérateurs de terrain du Cycle G3 des transferts monétaires ordinaires sur financement du Gouvernement dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest

Régions	Départements	Communes bénéficiaires	ménages	Opérateurs de terrain
Nord-Ouest	Bui	1- Nkor	1.000	1
	Momo	2- Widikum Boffe	1.000	1
	TOTAL		2.000	2
Sud-Ouest	Manyu	1- Tinto	1 000	1
	Mémé	2- Mbongué	1 000	1
	TOTAL		2 000	2
ENSEMBLE			4 000	4

Tableau 2 : Répartition des Opérateurs de terrain de la Phase G2 des transferts monétaires d'urgence sur financement du Gouvernement dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest

Régions	Départements	Communes bénéficiaires	Ménages	Opérateurs de terrain
Nord-Ouest	Bui	Kumbo	1.000	1
	TOTAL		1.000	1

II-2 Fonctions et attributions

Sous l'autorité du Point focal ou du Responsable régional¹, l'Opérateur de terrain est chargé de la supervision et de l'exécution du projet dans sa commune de compétence, en assurant le relais entre l'UGP et les structures locales mises en place pour le Projet. A ce titre, il suit les activités de mise en place et de mise en œuvre du projet dans sa commune d'intervention et adresse un rapport mensuel au Point focal ou au Responsable régional.

En matière de coordination :

- il est chargé de la coordination des activités de l'ensemble des Relais communautaires de sa commune de compétence ;

Au niveau du ciblage et de l'enregistrement des bénéficiaires, il :

- prend part aux rencontres avec les acteurs clés au niveau local pour la mise en place des instances participatives nécessaires au déroulement du Projet (GTC, GLC, GLCC) ;
- prend part aux activités de ciblage des villages et des ménages bénéficiaires ;
- prend part aux activités d'enregistrement des ménages bénéficiaires de chaque village concerné ;

En ce qui concerne les paiements, il :

- assure l'information des bénéficiaires de chaque village bénéficiaire dont il a la charge avant chaque paiement ;
- assiste au paiement des bénéficiaires retenus dans chaque village et signe le procès-verbal de paiement au nom de l'UGP ;

Pour ce qui est de l'accompagnement, il :

- organise mensuellement les activités de sensibilisation relatives au changement de comportement dans le domaine du développement humain ;
- anime des jeux avec les ménages bénéficiaires (qui présentent l'utilisation de l'argent reçu du Projet) pour primer ceux qui respectent les objectifs du Projet (Sanctions positives) ;
- organise les visites à domicile dans les ménages qui n'arrivent pas à respecter les objectifs du Projet, éventuellement en collaboration avec les Relais communautaires ;
- assiste aux autres activités d'accompagnement, notamment la formation et la sensibilisation réalisées par des consultants ou autres spécialistes ;

S'agissant de la gestion des plaintes, il :

- centralise les différentes plaintes provenant du GTC, des GLC, des GLCC, des bénéficiaires et de tout autre acteur de la société ;
- propose des solutions aux éventuels problèmes ou conflits qu'il peut résoudre à son niveau, en collaboration avec les communautés et les structures locales mises en place pour le Projet ;
- transmet les plaintes reçues et solutions proposées au Responsable régional ou au Point focal.

¹ Les Opérateurs de terrain dans les régions ne disposant pas de Points focaux, travailleront directement avec le Responsable régional.

S'agissant des travaux d'utilité publique (TUP), il :

- organise le choix des TUP à réaliser par les bénéficiaires ;
- supervise la réalisation des TUP et rend compte au Point focal.

S'agissant du remplacement des bénéficiaires, il :

- collecte les informations sur les ménages de remplacement et les transfère au Point focal ;
- distribue les cartes de Projet aux ménages nouvellement enregistrés.

Par ailleurs, l'Opérateur de terrain facilite et si possible, participe aux activités menées par tout consultant dans sa commune de compétence.

II-3 Profil recherché

Les candidats au poste d'Opérateur de terrain devront justifier des qualifications et expériences suivantes :

- être titulaire d'un diplôme équivalent au moins au Baccalauréat ou avoir travaillé comme Opérateur de terrain au financement initial avec satisfaction de l'UGP ;
- justifier d'une expérience d'au moins trois (3) ans dans la sensibilisation, la mobilisation sociale et l'animation des groupements ;
- justifier d'une grande capacité à séjourner dans les villages ;
- justifier d'une grande capacité et d'une volonté de travailler sur le terrain de manière continue et dans des conditions difficiles ;
- avoir d'excellentes connaissances des logiciels courants (Word, Excel, Powerpoint, email...) ;
- avoir une très bonne maîtrise orale et écrite du français ;
- avoir une très bonne maîtrise d'une des langues majoritairement parlées dans la commune dans laquelle il compte se faire recruter ;
- avoir une bonne maîtrise (géographique et socioéconomique) de la commune dans laquelle il compte se faire recruter ;
- disposer d'excellentes compétences organisationnelles, y compris des capacités de faciliter la communication entre des équipes opérationnelles et techniques ;
- disposer des capacités de travailler indépendamment et sous pression ;
- avoir un permis B (**est un atout**) ;
- maîtriser la conduite de la moto sur terrain difficile (**est également un atout**).

III. MODALITES DE SELECTION DES CONSULTANTS

Le consultant sera sélectionné selon la procédure nationale en application des dispositions du Code des Marchés Publics en vigueur au Cameroun.

IV. LIEU D'AFFECTATION

L'Opérateur de terrain va travailler dans tous les villages de la commune de sa compétence. Il résidera dans le chef-lieu ou dans tout autre village de sa commune de compétence.

V. DUREE DU CONTRAT

Le contrat sera conclu pour une durée de deux (02) ans renouvelables pour les Opérateurs de terrain des TMO et d'un (01) an pour les Opérateurs de terrain des TMU, prenant en compte une période probatoire de 3 mois.

Les consultants intéressés peuvent retirer les Termes de Références tous les jours ouvrables à compter de la date de publication du présent avis **entre 8h et 16 heures à l'Unité de Gestion**

du Projet Filets Sociaux à Yaoundé, quartier Bastos, derrière Usine Bastos. BP : 5838 Yaoundé (Cameroun); Tel: (237) 222 219 225 / 222 219 226; Email : projet.filets sociaux@gmail.com.

VI. COMPOSITION DU DOSSIER

Les dossiers de manifestation d'intérêt comprenant une lettre de motivation, un curriculum vitae détaillé, des copies certifiées, des diplômes et photocopies des attestations pour les déclarations figurant dans le CV doivent être déposés en **3 exemplaires (1 original et 2 copies)** à l'adresse ci-dessus citée, au plus tard le **vendredi 30 décembre 2022 à 13 heures** précises avec la mention :

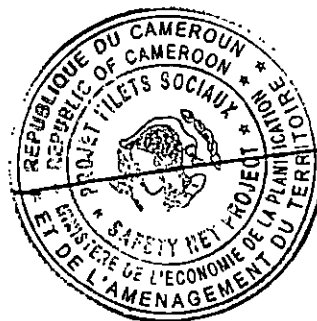
« AVIS A SOLLICITATION DES MANIFESTATIONS D'INTERET N°005/ASMI/MINEPAT/CTS/PFS/UGP/2022 DU 15 DECEMBRE 2022 POUR LE RECRUTEMENT DE QUATRE (04) OPERATEURS DE TERRAIN DANS LE CADRE DU CYCLE G3 DES TRANSFERTS MONETAIRES ORDINAIRES ET UN (01) OPERATEUR DE TERRAIN DANS LE CADRE DE LA PHASE G2 DES TRANSFERTS MONETAIRES D'URGENCE DU PROJET FILETS SOCIAUX

DOSSIER DE CANDIDATURE POUR LA COMMUNE DE »

Chaque consultant devra préciser la zone d'intervention pour laquelle il postule. Si un consultant postule pour plusieurs zones d'intervention, il devra déposer une manifestation d'intérêt pour chacune d'entre elles. Le Projet se réserve le droit de choisir la commune dans laquelle il affectera un consultant qualifié pour plusieurs communes pour lesquelles il a postulé.

Seuls les candidats retenus sur la liste restreinte seront contactés pour la suite de la procédure.

NB : A compétences égales, les candidatures féminines seront privilégiées.



LE COORDONNATEUR

Njoh Michelin



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

COMITE TECHNIQUE DE SUIVI DES
PROGRAMMES ECONOMIQUES

PROJET FILETS SOCIAUX



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING
AND REGIONAL DEVELOPMENT

TECHNICAL FOLLOW UP
COMMITTEE
FOR ECONOMIC PROGRAMS

SAFETY NET PROJECT

**REQUEST FOR EXPRESSIONS OF INTEREST N°005/ASMI/MINEPAT/CTS/PFS/UGP /2022
OF 15 DECEMBER 2022 FOR THE RECRUITMENT OF FOUR (04) FIELD WORKERS
WITHIN THE G3'S FRAMEWORK CYCLE FOR ORDINARY CASH TRANSFERS AND ONE
(01) FIELD WORKER THE G2'S PHASE FOR EMERGENCY CASH TRANSFERS UNDER THE
SOCIAL SAFETY NETS PROJECT**

Financing: Government Budget Support

I. GENERAL CONTEXT

The Cameroon Government has been implementing the Social Safety Nets Project since 2013 thanks to the technical and financial support of the World Bank and the French Development Agency through four types of programs, namely: (i) one direct and ordinary cash transfers program (OCTs) provided with accompanying measures which is geared toward boosting the productivity of households, (ii) one emergency cash transfers program (ECTs), (iii) one cash transfers program in exchange for Labor-intensive works (LIWs), as well as (iv) one emergency cash transfers program earmarked for the response against the COVID-19 (COVID-19's - ECTs).

It is worth noting that the Cameroon Government has, first of all, experienced one ordinary cash transfers program from equity capital based on a sample of 2, 000 households collected from the councils of Souledé-Roua in the Far-North region and from Ndog, in the North-West region from November 2013 to January 2016.

After this testing phase which recorded good results, the Cameroon Government furthered, from 2015 to 2019, the implementation of the Social Safety Nets Project thanks to the financial backing provided by the World Bank in favor of 82, 000 beneficiary households in the Far-North, North, Adamawa, East and North-West regions as well as in some major cities such as Yaounde and Douala.

With a view to sustainably ensuring the activities carried out under the Social Safety Nets Project, the Cameroon Government is currently extending the social safety nets programs nationwide, especially within the framework of the implementation of its 2020-2030 National Development Strategy dubbed SND30.

In this connection, the Cameroon Government has, since 2019, been gradually allocating significant budgetary resources aimed at furthering the activities carried out under the Social Safety Nets Project.

It is worth noting that the North-West and South-West regions have been reaping the fruits of these four (04) programs, two of which (the ECTs and the COVID-19's ECTs) are currently being implemented in some councils of these two regions, mainly as a result of safety purposes (socio-political upheavals).

With a view to enabling the Project to go operational throughout the entire councils of such regions, the Social Safety Nets Project has just organized a workshop attended by living forces from each of the said regions. The workshop had as objective to reflect on

the strategies geared towards implementing the Project's activities within the entire beneficiary councils of each region under the context of insecurity.

In this connection, each workshop has contributed to: (i) rank the entire beneficiary councils based on the safety level, (ii) specify the terms and conditions under which the various stakeholders will focus their attention when implementing the Project in such regions, and (ii) rank the beneficiary villages of each council from the poorest to the least poor in order to ease the choice of villages deemed beneficiary of the Project

At the end of the deliberations of the workshop that took place in each region, participants: (i) highly hailed the Project and wished that it should bring a lasting peace to the prevailing situation of insecurity, as echoed by the populations of such regions on a daily basis, (ii) requested that the Project launches its activities as soon as possible throughout the entire beneficiary councils of both regions, irrespective of the safety level and, (iii) expressed the wish that the Cameroon Government extends the said Project to the entire councils of both regions, inasmuch as the populations of all councils located in these two regions are currently and deeply affected by the security situation.

Based on the results recorded from such deliberations, the PMU is willing to launch the Project's activities throughout the entire beneficiary councils of both regions, irrespective of the safety level.

With a view to efficiently implementing the Project's activities on the field, the Cameroon Government intends to earmark part of its funds for payment purposes, especially with regard to contracts/agreements entered into in connection with the services to be provided by four (04) field workers operating within the framework of the G3's cycle for Ordinary Cash Transfers (OCTs) and one (01) field worker the G2's phase for Emergency Cash Transfers (ECTs) under the Social Safety Nets Project.

II. INTERVENTION AREAS, MISSIONS AND PROFILE OF THE FIELD WORKER

II-1 Intervention area

Each Field Worker shall be called upon to work in a beneficiary council and his/her intervention area shall be made up of the entire beneficiary households of the council.

With regard to the G3's Cycle for Ordinary Cash Transfers and the G2's Phase for Emergency Cash Transfers provided by the Cameroon Government in favor of the North-West and South-West regions, the selected councils shall be as follows; also, Field Workers shall be distributed as follows:

Table 1: Distribution of Field Workers operating under the G3's Cycle in terms of ordinary cash transfers allocated by the Cameroon Government in favor of the North-West and South-West regions

Regions	Divisions	Beneficiary councils	Households	Field Workers
North-West	Bui	1- Nkor	1,000	1
	Momo	2- Widikum Boffe	1,000	1
	TOTAL		2,000	2
	Manyu	1- Tinto	1,000	1
	Meme	2- Mbongue	1,000	1
	TOTAL		2,000	2
OVERALL			4,000	4

Table 2: Distribution of Field Workers operating under the G2's Phase in terms of emergency cash transfers allocated by the Cameroon Government in favor of the North-West and South-West regions

Regions	Divisions	Beneficiary councils	Households	Field Workers
North-West	Bui	Kumbo	1.000	1
	TOTAL		1.000	1

II-2 Duties and powers

Under the authority of the Focal Point or of the Regional Official¹, the Field Worker shall be charged with overseeing and executing the project in his/her council of jurisdiction, thereby ensuring the liaison between the PMU and the local structures set up for the Project. To that effect, s/he shall monitor the activities aimed at setting up and implementing the project in his/her council of intervention, and shall forward a monthly report to the Focal Point or to the Regional Official.

With regard to co-ordination:

- S/he shall be charged with co-ordinating the activities carried out by the entire community-based Relays from his/her council of jurisdiction;

With regard to the targeting and registration of beneficiaries, s/he shall be charged with:

- Taking part in encounters organized in connection with key actors operating at the local level, especially as concerns the setting up of participatory instances deemed useful for the Project execution (GTC, GLC, GLCC) ;
- Taking part in activities aimed at targeting the beneficiary villages and households ;
- Taking part in activities aimed at registering the beneficiary households of each village concerned;

With regard to payments, s/he shall be charged with:

- Providing the information to the beneficiaries of each beneficiary village placed under his/her control, prior to each payment ;
- Taking part in the payment of the beneficiaries selected in each village and signing the payment-related report on behalf of the PMU;

With regard to coaching, s/he shall be charged with:

- Organizing, on a monthly basis, sensitization-related activities in connection with behavioral change in the area of human development;
- Organizing games along with the beneficiary households (that explain how the cash provided by the Project has been used) with a view to rewarding those who comply with the Project's objectives (Positive sanctions);
- Organizing home visits, especially as concerns households that do not succeed in achieving the Project's objectives, possibly in collaboration with the community-based Relays;
- Taking part in other coaching-related activities, more specifically in the training and sensitization campaigns carried out by consultants or any other specialists;

With regard to complaints management, s/he shall be charged with:

- Centralizing the various complaints emanating from the GTC, GLC, GLCC, the beneficiaries and any other actor of the society;
- Proposing solutions to the eventual issues or conflicts that can be ironed out at his/her own level, in collaboration with the local communities and structures put in place for the Project;

¹ Field workers operating in the regions that do not have Focal Points shall be called upon to directly work with the Regional Official.

- Forwarding the complaints collected as well as the solutions proposed to the Regional Officer or to the Focal Point.

With regard to public utility-related works, s/he shall be charged with:

- Organizing the choice of the Public utility-related works to be carried out by beneficiaries;
- Overseeing the realization of the Public utility-related works and reporting to the Focal Point.

With regard to the substitution of beneficiaries, s/he shall be charged with:

- Collecting information/data from the substitution households and forwarding the latter to the Focal Point;
- Handing over the Project-related maps to the newly registered households.

Furthermore, the Field Worker shall be called upon to ease, and where possible, to take part in activities carried out by any consultant in his/her council of jurisdiction.

II-3 Profile requested

Applicants to the position of Field Worker shall be called upon to have the following qualifications and experience:

- Be holder of a degree deemed at least equivalent to the General Certificate of Education Advanced Level or having performed duties as a Field Worker, especially as concerns the initial financing with the PMU's satisfaction;
- Have an experience of at least three (03) years in areas such as sensitization, social mobilization and continuous training of groupings;
- Be able to live in rural areas (villages) ;
- Show proof of a high capacity and willingness to perform field work on a permanent basis and under difficult conditions;
- Have a perfect mastery of current software such as (Word, Excel, Power Point, E-mail...);
- Be fluent in French (spoken and written)
- Have a good mastery of one of the local languages widely spoken in the council in which s/he expects to be recruited;
- Have a good mastery (in terms of geographic and socio-economic data) of the council in which you intends to be recruited;
- Have excellent organizational skills, including those likely to foster communication between the operational and technical teams;
- Be able to work independently and under pressure;
- Be holder of a driving license (**license B shall be an additional asset**);
- Be able to drive a motorbike on an uneven field (**shall also be an additional asset**).

III. MODALITIES GOVERNING THE SELECTION OF CONSULTANTS

The consultant shall be selected based on the national procedure in compliance with the provisions governing the Public Contracts Code in force in Cameroon.

IV. PLACE OF EMPLOYMENT

The Field Worker shall be expected to perform his/her duties in all villages placed under the council of his/her jurisdiction. S/he shall reside in the chief town or in any other village of his/her council of jurisdiction.

V. DURATION OF THE CONTRACT

The contract shall be entered into a probationary period of two (02) years renewable Field Workers involved in the OCTs; it shall equally be entered into for one (01) year period as concerns Field Workers involved in the ECTs. The contract shall take into account a probationary period of three (03) months.

Interested consultants may withdraw the Terms of Reference on each working day as from the date of publication of this notice, that is, **between 8:00 a.m. and 4:00 p.m., at the Project Management Unit of the Safety Nets Project located in Yaounde, Bastos quarter, behind the Bastos Factory P.O. Box: 5838 Yaounde (Cameroon); Phone N°: (237) 222 219 225/222 219 226; Email: projet.filets sociaux@gmail.com.**

VI. COMPOSITION OF THE FILE

The calls for expressions of interest-related files shall comprise a cover letter, a detailed curriculum vitae, certified true copies, degrees and photocopies of certificates; the declarations mentioned in the CV must be deposited in **three (03) counterparts (one (01) original and two (02) copies)** at the above-mentioned address, latest on **Friday, december 30, 2022 at 1:00 p.m sharp**; they shall bear the following mention:

« REQUEST FOR EXPRESSIONS OF INTEREST N°005/ASMI/MINEPAT/CTS/PFS/UGP /2022 OF 15 DECEMBER 2022 FOR THE RECRUITMENT OF FOUR (04) FIELD WORKERS WITHIN THE G3'S FRAMEWORK CYCLE FOR ORDINARY CASH TRANSFERTS AND ONE (01) FIELD WORKER THE G2'S PHASE FOR EMERGENCY CASH TRANSFERS UNDER THE SOCIAL SAFETY NETS PROJECT

APPLICATION FILE FOR THE COUNCIL OF »

Each applicant shall be called upon to specify the area of intervention solicited. In case a consultant solicits several areas of jurisdiction, s/he shall be bound to deposit a call for expression of interest corresponding to each of the areas of jurisdiction. The Project shall reserve the right to choose the council in which s/he shall transfer a qualified consultant in case of several councils in connection with the areas of jurisdiction solicited.

Only shortlisted candidates shall be contacted thereafter as to how to proceed.

NB: With equal skills, priority shall be given to female applicants.

(Signed)

THE CO-ORDINATOR



Njoh Michelin